Objekttyp: **TableOfContent**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **40 (2003)**

Heft 1568

PDF erstellt am: **24.05.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Domaine Public
domainepublic.ch

Le lièvre et la tortue

Les grandes banques suisses, UBS et Credit Suisse en tête, viennent d'annoncer des bénéfices tonitruants. Les deux premiers trimestres de l'année en cours marquent un redressement spectaculaire de leur situation financière. En peu de temps, avec des mesures strictes, sans état d'âme, elles ont renoué avec les chiffres noirs. Des réductions des effectifs (4% en une année pour l'UBS), la maîtrise des charges administratives, ainsi qu'une réorganisation des organigrammes et des structures internes des établissements, bref une rationalisation menée tambour battant, ont doublé les effets d'une conjoncture plus favorable. Toutes les activités bancaires ont su profiter de marchés boursiers en reprise après les incertitudes liées à la guerre en Irak.

Les finances de la Confédération en revanche sont au plus bas. Le contraste est saisissant. Pourtant l'Etat n'est pas une entreprise, malgré les slogans de Silvio Berlusconi en Italie. Une société privée convoite des comptes équilibrés et une bonne rémunération de son actionnariat, à la barbe des employés condamnés à obtenir les meilleurs rendements sans en partager les dividendes. Oswald J. Grübel, codirecteur général du Credit Suisse Group, ne dit pas autre chose. La rentabilité des fonds propres de la banque, dont on peut espérer à moyen terme une forte croissance, sera servie à l'avantage exclusif des actionnaires. (*NZZ am Sonntag* du 16/17 août). Les pouvoirs publics en revanche doivent veiller au bien-être de la population et au bon fonctionnement du pays. Recettes et dépenses sont des instruments politiques affectant en profondeur la vie de la société. Les contraintes qui pèsent sur la direction générale d'une société sont dérisoires comparées à l'intérêt du plus grand nombre, surtout des minorités et des plus démunis, qui conditionnent toute action gouvernementale.

En Suisse, le budget de la Confédération suppose une recherche de consensus aussi épuisante qu'indispensable. Le Palais fédéral abrite des affrontements incessants. Chaque décision doit tenir compte d'intérêts divergents jaillis de consultations multiples, passés au crible du Parlement, sans parler de la menace référendaire, omniprésente. En un mot, les caisses fédérales subissent les pressions de lobbies en tout genre relayées par des députés peu enclins à la discipline de parti. Mais ces négociations, parfois longues, voire irritantes, sont les seules susceptibles de garantir une redistribution équitable des ressources. Il est alors inutile, voire dangereux, de les remplacer par des mécanismes de frein à l'endettement. Conçus pour soustraire la rigueur budgétaire au marchandage partisan, ils font l'économie du débat démocratique au profit d'un automatisme comptable.

L'Etat marche au rythme de la tortue, le long terme et l'utilité publique en point de mire. Tout le contraire d'une banque, le lièvre de l'histoire. Engagée dans une compétition infinie, elle court en temps réel aux ordres de décideurs providentiels un jour, sur la touche le suivant. MD

Sommaire

Péréquation : ACI: accord-cadre intercantonal (p. 2)

Naturalisation : L'égalité d'abord, les droits populaires ensuite (p. 3)

Mondialisation : OMC: la Suisse officielle dans le doute et la nuance (p. 4)

Climat : Pour quelques degrés de plus (p. 5)

Pierre Graber: De la scission de 1939 aux Trente Glorieuses (p. 6)

Exposition : L'art en campagne (p. 7)

JAA 1002 Lausanne
Annoncer les rectifications d'adresses

22 août 2003
Domaine Public n° 1568
Depuis quarante ans,
un regard différent sur l'actualité